



NE PAS MOURIR AU TRAVAIL

13^e conférence UIT

Montreuil le 25 juin 2025

Avec deux décès de salariés par jour, la France fait partie des pays européens les plus concernés en matière d'accidents sur le lieu de travail après la Lettonie, La Lituanie et Malte.

Hier encore, c'est un jeune agent d'exploitation des routes de la DIR Nord-Ouest qui est décédé lors d'une intervention d'astreinte, ceci un mois après le décès d'un de ses collègues de la DIR IDF également en intervention.

Selon Eurostat, le secteur des transports est parmi les plus touchés. Le manque de moyens humains et matériels, poussés par les logiques de concurrence, d'austérité budgétaire, de réorganisations permanentes, de désengagement de l'État et des collectivités territoriales, favorisent les situations de tension dans l'exercice des missions quelques soient les secteurs professionnels, logistique, routes, ferroviaire, déchets, remontées mécaniques, voies fluviales, aérien, maritime et conduisent à des drames récurrents.

Plutôt que remettre en question leur modèle économique ou leurs orientations politiques et assumer leurs obligations de résultat pour assurer la protection des salariés et par conséquent celle des usagers, les employeurs publics et privés reportent le plus souvent la responsabilité des accidents sur le professionnalisme des salariés.

Les mesures dites de prévention ne sont que des campagnes de communication sans interroger les évolutions négatives sur les organisations du travail et leurs impacts en termes de prise de risque.

Les délégués de la 13^{ème} conférence de l'Union Interfédérale des Transports (UIT –CGT) dénoncent la logique qui voudrait que le décès de travailleurs dans l'exercice de leurs fonctions soit une fatalité à laquelle il faudrait s'habituer et qui serait socialement acceptable.

Des mesures de prévention ont par le passé fait leurs preuves et demandent à être renforcées car les nouvelles technologies tant vantées ne peuvent pas être la seule réponse concernant l'amélioration des conditions de travail. Une formation professionnelle de qualité en réelle prise avec le terrain doit également être effective avec un retour aux CHSCT afin de veiller au respect de la réglementation en matière de santé et condition de travail.